



Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Administration générale, Affaires Juridiques, Contentieux

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, René REVOL.

Absents / Excusés :

Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Joël VERA

Administration générale, Affaires Juridiques, Contentieux - Avenant n°2 à la convention de mise en œuvre de la télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité - Approbation et autorisation de signature

Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°7399 du 22 décembre 2006, le Conseil a approuvé la signature de la convention relative à la dématérialisation des actes soumis au contrôle de légalité avec la Préfecture de l'Hérault.

La télétransmission sécurisée, via le protocole @CTES mis en place par le Ministère de l'Intérieur, présente un avantage conséquent pour la Métropole, sécurisant et rendant plus rapide la transmission en Préfecture, condition du caractère exécutoire de ses actes.

Un avenant n°1 à la convention, a été conclu en 2010 en vue d'étendre la nature des actes et de prendre en compte, suivant les possibilités techniques, la totalité des actes susceptibles d'être télétransmis au contrôle de légalité.

Il est proposé aujourd'hui de conclure un avenant n°2 à cette convention, ayant pour objet de modifier l'opérateur de télétransmission exploitant le dispositif homologué de télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité ou à une obligation de transmission au représentant de l'Etat.

L'Association ADULLACT par l'intermédiaire de la plate-forme S²LOW, est agréée opérateur de transmission par le Ministère de l'Intérieur. Il est donc proposé par cet avenant n°2 d'utiliser la solution S²LOW et l'association ADULLACT en tant qu'opérateur de télétransmission des actes de Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de l'avenant n°2 ; modifiant l'opérateur de télétransmission des actes de Montpellier Méditerranée Métropole au contrôle de légalité ;
- autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer l'avenant n°2 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-81816-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- projet avenant tiers télétransmission

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.